



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ————— juillet/août 2016 - n°153

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Pa jete fatra la !

Page 4

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

Agriculture : A la recherche de solutions au problème de la filière du riz en Haïti

L'ACTUALITE DU CHF

Invitation aux 6^e Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti

Le développement est-il propre ? Dans les années 80, le spectacle à la station des bus, c'était les marchandes d'eau qui se promenaient avec leur « bokit », un seau d'eau supposé propre, et des gobelets rincés dans une eau citronnée. Quelques « kòb » (centimes) le gobelet que les touristes aux intestins délicats se devaient d'éviter... Les marchandes de « manjé-marché » offraient les fritailles dans du papier journal que les voyageurs emportaient avec eux pour le voyage. On trouvait aussi des gâteaux secs fabriqués à la maison, enveloppés d'une feuille de cahier d'écolier... Le tout au contact de la poussière de la station.

Aujourd'hui, l'eau est vendue en bouteille ou en sachet, les plats chauds dans des plateaux-repas en polystyrène, les gâteaux secs en portions individuelles (la plupart fabriqués en République Dominicaine) L'hygiène a nettement progressé, mais que font les gens des déchets générés par ces produits ? Tout le long des routes haïtiennes, on peut voir ceux dont les passagers des bus se débarrassent au fur et à mesure de leur voyage. Dans les villes et les villages, les sachets en plastique s'entassent. Sur les plages, le spectacle est désolant et comme il y a rarement un

service de traitement des déchets, les gens ont pris l'habitude de se servir de la mer comme d'un dépotoir. Un article de Gotson Pierre paru le 7 août dernier dans AlterPresse s'en émeut : la danse des déchets sur la mer turquoise du Golfe de la Gonâve. L'île est envahie par les déchets qui viennent de Port-au-Prince et polluent la côte et sa mangrove, mettant en péril la faune et la flore locale.

L'ARTICLE DU MOIS

Pa jete fatra la !

Une expérience de gestion des déchets

Parmi les participants à l'Assemblée Générale du Collectif Haïti de France, le 28 mai 2016, il y avait Gaston JEAN. Certains se souviennent de sa présence aux dernières Rencontres Nationales à Lille en 2014, sur le thème de l'eau et l'assainissement. En présentant les intervenants, Frantz Cadet, président du Relais de la Fondation Max Cadet et ancien secrétaire du CHF, l'avait interpellé en ces termes : « *Bonjour Monsieur Gros Morne. C'est Gaston... l'éternel étudiant qui nous*

apportera son éclairage sur la gestion de la matière organique humaine ». ¹? Il connaît très bien la problématique avec l'expérience qu'il en a à Gros-Morne.

Cette ville de 22 000 habitants, ne possédant pas de site de décharge officiel, est envahie par les dépôts sauvages. Le premier travail a été de recueillir des

¹ Pour en savoir plus : Actes des 5^e Rencontres Nationales (p.22) : http://www.collectif-haiti.fr/data/file/CHF/Actes_5e%20RN_CHF_Nov2014.pdf

données sur la production de déchets et leur composition. Gaston Jean l'a réalisé avec le soutien de l'Université privée Quisqueya (Uniq) de Port-au-Prince et le CEntre Francophone de REcherche Partenariale sur l'Assainissement, les Déchets et l'Environnement pour les pays en développement (CEFREPARE), ainsi que 2 des 10 membres fondateurs de la plateforme Re-Sources. Le conseil municipal intérimaire de Gros-Morne² a totalement adhéré à cette recherche.

« La production de déchets a été évaluée entre 0,3 et 0,4 kg par habitant et par jour, sur les deux quartiers étudiés. Ce qui, extrapolé à 22 000 habitantes et habitants, donnerait 7 à 9 tonnes de déchets par jour », estime Gaston Jean. 90% de matières biodégradables (déchets de cuisine surtout, un peu de papiers et cartons) et 5% de matériaux potentiellement recyclables (bouteilles en plastique, métaux) forment la teneur des déchets, selon les résultats de l'étude.

En compatibilité avec la mission de valorisation des déchets de Re-Sources, en Afrique et en Haïti, l'étude a mis en évidence un potentiel journalier de production de « 2 tonnes de compost (après plusieurs semaines de fermentation et de maturation) et 500 kg de matériaux recyclables (350 kg de bouteilles en plastique, 150 kg de boîtes de conserves et canettes) ».

A l'origine, il s'agissait d'accompagner la mairie dans la mise en place d'un plan réaliste de gestion des déchets en concertation avec la population. L'objectif étant de tester des outils à bas coût destinés aux petites et moyennes collectivités disposant de très peu de compétences et de moyens pour la gestion des déchets. L'opération s'est appelée : GIBACOU (gestion intégrée des déchets à bas coût).

Il a fallu former des acteurs locaux pour les animations. Il a été fait des opérations de nettoyage de quartier et une recherche d'un site de décharge. Les habitants ont apporté leurs déchets et organisé le tri qui a débouché sur un atelier artisanal à partir de la récupération. L'opération « le mois des déchets » s'est terminée par une grande manifestation.

Toilettes sèches

Ce souci de la gestion des déchets s'est prolongé par une thèse de recherche menée par Mr Gaston JEAN ayant pour titre « Assainissement par TSLB, toilettes sèches à litière biomatrisée³ et compostage des résidus solides : premiers résultats d'une expérimentation menée à Gros-Morne (Haïti) ». Elle est dirigée par le Docteur Joaneson LACOUR, de l'Université Quisqueya (UNIQ) à Port-au-Prince et le Docteur Rémy BAYARD, de l'Institut National des Sciences appliquées (INSA) de Lyon.

La thèse s'est appuyée sur un travail en amont réalisé avec la population de Gros-Morne dans le contexte de

l'épidémie de choléra, aggravée par la contamination des eaux.

La première partie du travail a consisté à faire un inventaire des pratiques. D'après l'UNICEF⁴, le taux d'accès à l'assainissement de base est de 26%. Dans les zones urbaines 34% de la population ont accès à des installations sanitaires de base, ce qui laisse les deux tiers de la population dans des conditions de risque extrême de péril fécal. Au niveau national, 23% de la population pratique la défécation à l'air libre dont 41% de la population des zones rurales.

A Gros-Morne, la population s'est mobilisée pour la mise en place de toilettes sèches en même temps que la valorisation des résidus. Des formations ont été réalisées pour préparer les sites de compostage. Un broyeur a été acheté pour les structurants nécessaires (matériaux végétaux : sciure, copeaux, broyat, etc. ce qui représente 0,75 m³ par an pour un ménage de 4 personnes).



En mars 2016, Gaston Jean a participé à la 5ème édition du colloque scientifique international "Eau, Déchet & Développement Durable" à Lomé (Togo) sous le thème **"Quel type de coopération entre les universités et les industries pour un développement durable"**. Il a pu donner l'exemple de l'expérience de Gros Morne où la population participe depuis longtemps à différents projets. En effet, Gaston Jean n'a pas été parachuté par une ONG, dans un projet élaboré à l'étranger. Dans les années 90, on pouvait s'entendre proposer « *Si tu as besoin d'une connexion Internet, tu peux maintenant le faire à Gros Morne. Un petit jeune, Gaston, a ouvert un cyber café.* » Il était alors professeur... La trace de cette information se retrouve dans un article d'AlterPresse⁵ paru en 2003. « *Gros-Morne est la première commune haïtienne branchée sur Internet depuis 1998, quand a débuté l'expérience du Club Informatique. Lancé avec un ordinateur connecté en dial-up, le Club Informatique, mis en place par l'Initiative Pour l'Excellence Académique (IPEA), compte aujourd'hui 13 ordinateurs connectés par satellite. Le Club, qui reçoit l'appui d'Haïtiens originaires de Gros-Morne vivant à l'étranger et de la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), accueille une cinquantaine de personnes par jour. Durant les 5 dernières années, il a formé 2500 personnes à l'utilisation d'Internet, des équipements et programmes informatiques, selon le responsable du Club, l'enseignant Gaston Jean.* »

² <http://www.alterpresse.org/spip.php?article16849#.V2AJaKif-Fo>

³ Pour ceux qui n'ont pas de connaissance approfondie sur le sujet, le site EAUTARCIE vous en apprendra beaucoup sur les TSLB. <http://www.eautarcie.org/05a.html>

⁴ <http://www.unicef.org/haiti/french/wes.html>

⁵ <http://www.alterpresse.org/spip.php?article869#.V1VOI0Rf-YM>

Gaston Jean fait partie de l'Association des Originaires de Grande Plaine (AOG), fondée en 1992, qui s'est donnée pour objectif ambitieux de lutter pour l'amélioration des conditions de vie de la population, préparer la relève, agir pour la protection de l'environnement.

Pour ce faire, les actions sont nombreuses.

Education

Des infrastructures ont été mises en place : une école, du préscolaire à la fin du deuxième cycle fondamental, équivalent à notre primaire, un jardin scolaire ainsi que 10 centres d'alphabétisation où des moniteurs volontaires apprennent à lire et à écrire aux membres de l'association âgés de plus de 25 ans. Ces centres d'alphabétisation ont été électrifiés par des panneaux solaires grâce à la Fondation Connaissances et Liberté (FOKAL) et Electriciens Sans Frontières (ESF).

Les jeunes peuvent suivre des cours de coupe et couture, pâtisserie, décoration et musique. Dès la 4ème année fondamentale, notre CE2, les élèves sont initiés aux NTIC, nouvelles technologies de l'informatique et de la communication.

L'association a installé depuis 2004 un centre Internet dans son école avec le concours des membres de la diaspora qui ont fourni les ordinateurs et la connexion par satellite. Le centre technologique est alimenté par un système solaire qui a été financé, lui aussi, par la FOKAL.

Environnement /Agriculture / Elevage

L'association a une équipe qui intervient dans la protection de l'environnement. Les élèves participent aussi à ces activités en faisant pousser près de 3000 plantules chaque année à l'école. A Grand Plaine, tout le monde est motivé par l'importance du **reboisement**.

Plusieurs autres écoles font partie du programme « écoles vertes »⁶, une organisation canado-haïtienne pour une éducation attentive à l'environnement et au reboisement.



En plus des activités de formation ordinaire, l'association, avec le support de certains partenaires, a entrepris des activités de production de **légumes** dans la plaine de David, d'encadrement des **charbonniers**, de distribution de **semences** aux agriculteurs. En plus du forage de puits individuels pour l'**irrigation**, l'association a installé deux systèmes de pompage solaire dans la plaine de David à côté des Trois Rivières. Ils sont dirigés par un comité d'usagers de la zone et servent à irriguer les champs des paysans, soit 200 ha environ. Pour bien gérer les récoltes, un réseau de

producteurs et de vendeurs de légumes est formé avec les « **Femmes Débrouillardes** ».

Puisque la pluie est rare et que les habitants ne peuvent pas produire à leur faim, il leur est conseillé d'investir beaucoup plus dans l'**élevage** (porcs, cabris, poules, bœufs, etc.). Un cadre en élevage (un technicien membre d'AOG, qui vient juste de terminer ses études à la faculté d'agronomie) est à leur côté. En tenant compte des besoins des éleveurs, l'association a mené des activités dont voici les résultats :

- Construction de deux poulaillers qui ont une capacité de produire 1000 poulets de chair, confiés à tour de rôle à différents agriculteurs
- Fondation d'une association d'éleveurs et distribution de 30 vaches sous forme de crédit en mars 2015 (plus de 75 % ont mis bas ou sont gestantes en septembre 2015)
- Formation sur l'élevage bovin, caprin et de volailles
- Organisation de clinique vétérinaire tous les 3 mois
- Mise en place pour la construction d'une laiterie.

Santé

La ville de Gros Morne a un hôpital de référence pour la région avec 4 services de base et 56 lits, mais les moyens sont limités. L'AOG participe au projet d'autonomie énergétique de l'hôpital Alma Mater avec le CEFREPADE. Il est soutenu par EDF et exécuté par l'entreprise SOL-R-INSIDE.

A Grand Plaine, le dispensaire le plus proche se trouve à environ 7 km. Pour subvenir aux besoins de santé de la population, une commission travaille avec les responsables du dispensaire et de l'hôpital de Gros-Morne organisant parfois des postes de vaccination et des cliniques mobiles. Depuis 2008, un médecin membre de l'AOG ayant étudié à Cuba participe à l'organisation des cliniques bimensuelles au bénéfice des élèves. Une équipe, constituée de membres de l'AOG, travaille et réalise chaque samedi des travaux d'entretien sur le tronçon de route (12 km) qui a été construit par l'association en 2000.

Relève et formation professionnelle

Dans le but de préparer l'après des dirigeants actuels de A.O.G, plus de 30 jeunes ont été formés en informatique et en dactylographie et plus d'une dizaine en musique.

Pour les enfants qui ont terminé le cycle primaire et qui ne peuvent pas aller en secondaire, il y a un projet de construction d'une école professionnelle. Faute de moyens, ce projet est toujours au stade de réflexion.

Aidée par FOKAL, l'association a déjà supporté des jeunes qui étudient à l'Université en génie, agronomie, médecine, sciences infirmières, santé, production animale, etc.

Cette expérience nous rappelle que la gestion des déchets doit être intégrée à tout projet de développement.

⁶ <http://lewebpedagogique.com/ecolesvertes/wp-content/blogs.dir/690/files/document-de-fondation.pdf>

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N°116 (Mars 2013) : Colonialisme, néocolonialisme, mondialisation : Haïti un espace pionnier et paradigmatique dans les processus de domination.

Victorin Lurel donne force à la loi Taubira et fait abroger l'indemnité versée aux colons expropriés par la France et par Haïti.

Déclaration de Victorin LUREL, Député de la Guadeloupe.
La Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi Egalité et Citoyenneté vient aujourd'hui d'opérer un changement majeur et historique de notre droit par le vote des amendements que j'ai souhaité porter. 15 ans après la loi Taubira de 2001 par laquelle la France reconnaissait la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité, c'est aujourd'hui l'honneur de la gauche de faire aboutir un combat historique pour rendre ce texte symbolique majeur invocable en droit et normatif.(...) Dans le prolongement du discours tenu par le Président de la République lors de l'inauguration

du Mémorial ACTe en 2015 et sans prétendre à une quelconque réparation financière, l'adoption d'un autre amendement a permis de corriger une faute majeure commise par la France en 1825 qui « concéda » à la République d'Haïti son indépendance moyennant le versement d'une « indemnité » de 150 millions de francs-or. Si cette « dette pour l'indépendance » a été impeccablement acquittée en 1883 malgré les conditions usuraires imposées, j'ai souhaité que soit symboliquement abrogée l'ordonnance du 17 avril 1825 par laquelle notre pays édicta les règles de cette décolonisation honteuse. (...)

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Alterpresse - 9 juin 2016 - Agriculture : A la recherche de solutions au problème de la filière du riz en Haïti

Plusieurs dizaines de représentants paysans (femmes et hommes) participent à trois journées de débats, (...) sur la problématique de la production de riz dans la zone, observe l'agence en ligne AlterPresse. Il s'agit de la première grande activité officielle du Collectif pour la défense et le développement de l'agriculture dans la Vallée de l'Artibonite (Coddaval), une plateforme de réflexion sur l'agriculture depuis 2015. La quantité de terres dans la production de riz a diminué progressivement pour atteindre, en 2015, les 35 mille hectares. En 2014, l'importation de riz est de 400 mille tonnes métriques, alors qu'elle était de 7 milles tonnes en 1985. La population nationale continue de demander du riz, qui lui est offert par des cargaisons de l'extérieur (...), envahissant, un peu partout, les différents marchés locaux à des prix plus compétitifs que le riz national (...). L'ingénieur-agronome Gérard

Telfort suggère l'introduction d'engrais simples, non compliqués, sur les terres agricoles, consacrées à la production de riz dans la Vallée de l'Artibonite. (...) Les principaux facteurs de production devraient être les êtres humains, les politiques d'aménagement des terres, l'eau, les engrais, aux yeux de Telfort. Il est tout aussi important de construire des citernes et tous autres types d'infrastructures, pour des retenues d'eau devant être utilisées pour faire face aux périodes de sécheresse. Des efforts doivent être déployés pour évaluer les variétés existantes de riz et trouver de nouvelles variétés adaptées au réchauffement climatique, causé par les gaz à effets de serre. (...) Les productrices et producteurs de riz doivent avoir accès au crédit, à des systèmes pertinents de labourage et d'encadrement technique.

L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Inscrivez-vous dès maintenant aux 6e Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti !

Le Collectif Haïti de France et le Collectif 35 des Amis d'Haïti sont heureux de vous inviter aux 6e Rencontres Nationales des acteurs de la solidarité avec Haïti autour du thème : «Haïti: Quels potentiels pour un développement durable?» à Guipry-Messac en Bretagne (35) du vendredi 11 au dimanche 13 novembre 2016. Trois jours pour échanger, partager

les expériences et bonnes pratiques sur les enjeux liés au changement climatique et à l'autonomisation des partenaires haïtiens, renforcer les capacités à intégrer des notions de développement durable, et réfléchir collectivement et avec des intervenants haïtiens sur la durabilité de nos actions de solidarité avec le peuple haïtien. **Inscription avant le 28/09/16.**

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Comité de rédaction : Michèle BABINET, Stéphanie BARZASI, Edwinn COULANGES, Ghislaine DELEAU, Geneviève GREVECHE, Reynold HENRYS, Rita JACQUES, Bernard LERAY.

Directeur de publication : Paul VERMANDE.

Tél : 01 43 48 31 78 /comiteredaction@collectif-haiti.fr/ www.collectif-haiti.fr